

Amiens, le 28 novembre 2014,

**INTERVENTION DE MICHELE CAHU EN REPONSE A LA MOTION FN
CONTRE LA POLITIQUE DE COOPERATION DECENTRALISEE :**

Votre motion n'est pas une surprise, elle est dans la logique de votre positionnement historique. Elle est cependant délibérément évasive ou muette sur un certain nombre de points que je souhaite préciser.

La politique de coopération décentralisée est une politique publique voulue par les électeurs qui donnent mandat à la région depuis 20 ans pour sa mise en œuvre. Initiée en 1995 et déployée dès 2004 pour répondre favorablement aux objectifs du millénaire pour le développement(ONU) qui préconisait de lui consacrer 0,7 pour cent des budgets .Cet engagement avait donné lieu à une délibération ici même de consacrer à cette politique un pour cent du budget de référence 2004. **En 2014, le budget de la coopération représente un peu moins de 0,38 pour cent du budget** de cette même année. Aujourd'hui les OMD s'engagent pour l'après 2015 et leur plan d'action est approuvé par tous les pays du monde, de collectivités toujours plus nombreuses et la société civile. **Il s'agit de lutter contre l'extrême pauvreté par l'appui à un développement durable, éthique et écologique.** Faut-il rappeler quelques chiffres : 805 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, soit une personne sur neuf. 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à un assainissement de base. **Les guerres pour l'accès à l'eau et les réfugiés climatiques sont pour un lendemain qui s'approche dangereusement. L'impact de la crise économique et financière mondiale a eu, dès 2008 des effets importants et graves, notamment en Afrique.** Le dérèglement climatique dont nous connaissons les causes aggrave les sécheresses et les désertifications, le Sahel en est un exemple inquiétant. Face à ces menaces, notre responsabilité politique, partagée au-delà des frontières est de penser et d'agir pour un monde solidaire : réfléchir globalement et agir localement. C'est à ces propositions et aux actions qui en découlent que la Picardie et ses partenaires béninois, nigériens et malgaches réfléchissent et travaillent, **car il s'agit bien de partenariat et de coopération et non d'assistance. Toutes les actions sont d'ailleurs cofinancées.**

L'appui à la gouvernance locale, à la décentralisation donc à la démocratie, à l'aménagement du territoire, au développement économique sont au cœur de ces coopérations, ils accompagnent des processus de changement dont on voit bien au fil des

années l'utilité et les résultats, même si le temps est nécessaire à l'accomplissement de tels projets car il est toujours plus long de construire que de détruire. En complémentarité, des actions d'investissement répondent aux besoins plus immédiats des populations, et sont l'occasion d'appuis et de formation à la maîtrise d'ouvrage. Par ailleurs et sans les décrire, des programmes sectoriels de lutte contre la désertification au Niger et d'entrepreneuriat solidaire au Bénin complètent les appuis aux intercommunalités dont je vous rappelle qu'elles sont six en convention de partenariat avec la Picardie et une Région(DIANA).

A cet instant je vous engage à vous mieux documenter sur le Bénin que vous sous qualifiez de « chimérique décentralisation ». Les intercommunalités au Bénin sont sur le point de passer en EPCI, le rôle positif de la Coopération avec la Picardie dans le domaine intercommunal a fait école et a été souligné par des ministres de la décentralisation successifs, de même les innovations pour un développement économique durable dans les Collines et dans l'Alibori. On peut constater que le renforcement des capacités au niveau local permet de mieux résister aux crises nationales.

Voyons donc pour ces actions que vous qualifiez de « petite portée » :

Voici les actions réalisées en cofinancement avec nos partenaires de 2010 à 2014 :

2010 à 2014 : ALIBORI : 1 forage, 45 classes et équipements, 375 tables-bancs, 2 maternités centre de santé, 28 hangars de marché et boutiques, 3 boucheries et 1 parc de vaccination, 17 blocs de latrines, 2 ouvrages d'assainissement et gestion des eaux et 4 équipements culturels.

NIGER : 1 forage, 44 classes et équipements, 1760 tables-bancs, 34 bureaux et mobiliers /enseignants, 4 maternités centre de santé, 8 moulins, 2 blocs latrines, 2 congélateurs pour les produits de santé,

COLLINES : 44 classes et équipements, 1400 tables-bancs et mobilier scolaire, 3 maternités centre de santé, 33 hangars de marché boutiques, 12 blocs latrines, 16 pistes rurales et ponts de désenclavement, 3 ouvrages d'assainissement en bord de voirie et 7 équipements culturels ;

DIANA : 75 puits cimentés, forages et fontaines, 6 travaux d'assainissement et canaux d'irrigation, 3 lavoirs et complexes sanitaires, 23 classes et équipements, 1 maternité centre de santé, 8 hangars de marchés, 7 pistes rurales et ouvrages de désenclavement, et 11 équipements culturels.

Au total 499 opérations pour 3985 ouvrages allant de la table-banc à la construction de maternité sans oublier que cette période est en continuité de la mandature précédente dont je ne présenterai aucun chiffre.

Niger : toujours de 2010 à 2014 : environ 3200 hectares ont été restaurés et 650 000 arbres plantés (on compte ici ceux qui ont pris racine).

Enfin le programme EADSI, programme de L'UE, piloté par la Picardie avec cinq régions européennes, travaille sur l'éducation au développement et a vu notre participation au festival international du film d'Amiens par le biais du festival Solidoc.

Les coopérations que mène la Picardie ont donné envie aux Picards de mieux connaître nos partenaires et de participer aux échanges institutionnels, aux actions de formation de délégations d'élus et de techniciens. Depuis 2011, j'en veux pour preuve en Picardie la participation sur leur territoire de 2 communes, 11 communautés de communes, 1 communauté d'agglomération, 8 syndicats mixtes dont 3 pays, 2 parcs naturels régionaux dont un en préfiguration, 2 conseils généraux, 5 agences de développement, 1 régie communale, un espace de concertation multi-acteurs (le CESER), un acteur de la formation professionnelle pour adulte, un CHU, 1 GIP, et la chambre régionale d'agriculture.

Par ailleurs des étudiants se sont mobilisés, animés par une vision solidaire du monde et de réelles compétences dans leur domaine.

17 stages ont ainsi été réalisés pour le programme « entreprendre solidaire avec son territoire », stages dans le cadre d'activités et donc de réalisations concrètes, dans les domaines tels que : valorisation du neem (agro- alimentaire et agro santé), amélioration des pratiques d'élevage apicole et de transformation du miel, production de jus de fruits frais, étude d'opportunité des plantes à valeur thérapeutique, optimisation et la production d'huiles essentielles, la valorisation de la biomasse en combustible domestique (solaire thermique, pasteurisation et séchage) les procédés de transformation agro- alimentaire à moindre coût énergétique, l'écoconception et la construction en matériaux locaux, la conception d'entreprises rurales d'énergie, la valorisation de la biomasse comme combustible domestique. Ces stages réalisés en particulier par des étudiants de l'UTC de Compiègne et par des étudiants de Lassalle-Beauvais ont fait progresser de manière significative ce programme dont la finalité est de développer une économie et un entrepreneuriat solidaire visant à réduire la pauvreté et à un développement équitable et respectueux de l'environnement. On pourrait ajouter, pour Madagascar, les diagnostics et études des dynamiques intercommunales, de capitalisation DEL, de faisabilité d'une production électrique à partir du jatropa, du diagnostic de l'offre éducative non scolaire en direction des jeunes, d'une étude psychologique et culturelle sur la mise en place du programme de coopération décentralisée Picardie/Diana ainsi qu'un travail sur l'empreinte historique de la politique d'aménagement du territoire de Picardie sur les programmes de coopération décentralisée.

J'ai une autre manière de communiquer sur le budget de 0,38 pour cent qui permet ces réalisations. **Pour un peu moins de deux euros par an et par Picard, la Picardie manifeste sa solidarité.** Et d'autres avec nous, intéressés par les résultats et par la philosophie de l'action, sont venus apporter des compléments budgétaires parfois de taille, aux programmes de la Picardie. Versés directement aux partenaires ou au budget de la Picardie et toujours sur nos programmes, ces cofinancements l'UE, MAE, Coopération suisse (à elle

seule :2 573 620 2013-2016, Collines, Bénin), FFEM, CG80, Agence de l'eau Artois Picardie, sur des thématiques telles que la stratégie genre, le foncier rural, l'eau assainissement, la lutte contre la désertification, la gestion durable des territoires et l'adaptation au changement climatique, l'appui à la gouvernance locale et les échanges intercommunaux) pour un total de 4 814 224 de cofinancement sur une période 2010/2016.

Opposer les pauvretés aux pauvretés, prétendre que le repli sur soi réglerait les problèmes d'une crise ancrée dans un modèle économique mondial prédateur est un mensonge. Brandir la détresse des uns comme une arme pour opposer une fin de non-recevoir à une politique de solidarité, c'est oublier que ce sont souvent les plus démunis qui partagent. L'édition 2014 du baromètre annuel sur les français et l'aide public au développement (sondage réalisé par l'IFOP pour le compte du MAE et de l'AFD, diffusé par Acteurs publics à l'occasion de la semaine de la solidarité internationale titre : « les français plébiscitent l'aide au développement » et commence ainsi : « la crise économique, la montée du chômage et l'augmentation des impôts en France n'y font rien ou presque. Malgré les difficultés que rencontrent les français dans leur quotidien, ils restent très attachés au soutien apporté par leur pays aux économies les plus pauvres ou en développement, **62 pour cent restent attachés à la politique de la France pour l'aide au développement**, mais il n'y a pas que l'action de l'Etat qui est encouragée, **65 pour cent des français souhaitent que les collectivités locales investissent dans ces politiques**. Dans ce contexte, l'Afrique subsaharienne arrive en tête des régions du monde à soutenir pour 41 pour cent des français.

Enfin, un rapport sera présenté ce jour en commission permanente, il s'agit de la réalisation d'un **web documentaire** sur la question des tirailleurs, **en partenariat avec des cinéastes béninois, nigérien et malgache**. L'occasion de rappeler, comme en atteste le Hors-Série numéro 4 de la Lettre du Chemin des Dames édité par le CG de l'Aisne, qu'on estime à **172 000 le nombre de soldats originaires de l'Afrique Occidentale Française(AOF) engagés dans le 1^{er} conflit mondial**. L'appellation tirailleurs sénégalais recouvrant en fait tous ces soldats. Il s'avère difficile de les dénombrer, ils étaient peut-être d'avantage. On peut y ajouter **41 000 soldats malgaches**. On connaît précisément le nombre de morts pour la France originaires de chaque pays. Le site « Mémoire des hommes » du Ministère de la Défense liste : 1739 morts béninois, 499 morts nigériens, 4056 morts malgaches.

Ils n'ont pas donné deux euros mais leur vie.